

CONFÉRENCE DE PRESSE DU 21 MARS 2023

Daniel Lampart

Échec collectif de la régulation bancaire

Ce n'est pas aux travailleuses et travailleurs de payer pour les fautes des managers de la banque et des autorités

C'est horrible, mais hélas vrai : quinze ans à peine après le sauvetage d'UBS, c'est au tour de Credit Suisse (CS), la deuxième grande banque internationale de Suisse, d'avoir besoin d'une action de sauvetage étatique. En prenant des risques excessifs et faute de vraiment maîtriser leur métier, les responsables de CS ont acculé la banque à la faillite. Et les responsables à la Confédération et à la Banque nationale ont jeté de la poudre aux yeux de la population. Ils ont prétendu avoir réduit les problèmes des banques « d'importance systémique » de telle sorte qu'il n'y aurait pas de nouvelle affaire UBS obligeant la Confédération à accorder une garantie pour réduire les risques de pertes bancaires. Mais les plans de liquidation compliqués se sont révélés inutiles en cas de crise.

Les perdant-e-s sont la population et les employé-e-s de CS qui, jour après jour, accomplissent consciencieusement leur travail pour que le pays fonctionne, alors que les anciens responsables de CS ont déjà quitté le navire depuis longtemps, avec leurs salaires se chiffrant en millions de francs par an.

CS est l'une des plus grandes entreprises de Suisse, employant près de 17 000 personnes (à plein temps). Dont près de 10 000 dans la région zurichoise – soit l'équivalent de Swissair au moment du « grounding ». La reprise de CS présente donc d'énormes risques sociaux et économiques. CS a certes aujourd'hui un plan social, qui laissera aux collaboratrices et collaborateurs concernés du temps pour se trouver un nouvel emploi. Mais son rachat soulève de nombreuses questions. L'Association suisse des employés de banque (ASEB) exige par conséquent la création d'une taskforce chargée d'élaborer des mesures pour prévenir les pertes d'emplois, le chômage et la casse sociale. L'objectif premier, c'est le maintien des emplois. Il faudra de surcroît un bon plan social pour que les personnes concernées trouvent un nouvel emploi.

D'un point de vue macroéconomique aussi, l'enjeu est de taille. Tout le monde savait qu'en faisant faillite, une grande banque risquait d'entraîner dans son sillage d'autres banques ou d'autres branches économiques. D'autant plus que la grande banque chancelante n'est de loin pas la seule à avoir des problèmes : ceux-ci s'inscrivent en effet dans un contexte de crise internationale plus large. Or la logique des mesures *too big to fail* suisses a nié le problème. La déclaration faite par la FINMA à la conférence de presse de dimanche, selon laquelle en cas de crise de confiance, le mécanisme *too big to fail* ne peut s'appliquer, a décontenancé bien des gens. La crise n'a

visiblement pas suivi le scénario élaboré par les autorités. La Banque nationale, la Confédération et la FINMA ont suivi l'approche suivante : les grandes banques doivent être organisées de manière à ce qu'elles puissent faire faillite. Ce qui fait que dans les mesures *too big to fail*, l'aspect de la prévention a fait l'objet d'une négligence coupable. C'est précisément ce que souhaitaient les banques concernées. Les affaires risquées et les systèmes de bonus salariaux incitant à prendre des risques ont continué d'être tolérés. L'ancien conseiller fédéral Ueli Maurer s'était surtout engagé pour que la place financière bénéficie d'allègements fiscaux (abolition partielle de l'impôt anticipé, etc.). Pendant les années qu'il a passées à la tête des finances, le Secrétariat d'État aux questions financières internationales (SFI) s'est toujours plus apparenté à une organisation de lobbying en faveur de la place financière.

La chute de CS a commencé il y a des années déjà. Les personnes attribuant la faute aux Tweets récents et autres réseaux sociaux n'ont pas compris le problème. Ainsi, les analyses externes consacrées aux affaires [Archegos](#) et [Greensill](#) ne mâchent pas leurs mots. La recherche de rendements à court terme, la prise de risque et les systèmes de bonus salariaux encourageant une telle attitude étaient toxiques. À cela s'ajoute que l'équipe dirigeante de CS manquait d'expérience bancaire et ne maîtrisait guère les risques. Tidjane Thiam venait du monde des assurances, Urs Rohner du groupe de médias Sat1 (à côté d'une activité au service juridique de CS), Severin Schwan, patron de Roche, du monde de la pharma. La direction de CS avait en outre négligé de constituer des réserves de liquidités et de fonds propres pour être à même d'affronter des temps difficiles, compte tenu des risques pris.

À court terme, la reprise de CS par UBS désamorce certes le problème. Mais elle implique l'émergence d'une nouvelle UBS bien plus grande, dont la somme du bilan est aussi élevée qu'au milieu des années 2000. Et cela avec un CEO sur qui plane une accusation de blanchiment d'argent.

Après l'effondrement de fait de la deuxième grande banque, il faut absolument prendre enfin des mesures permettant d'éviter de tels événements à l'avenir. Il incombe à des autorités indépendantes de s'engager sérieusement dans ce sens. Et surtout, une prévention efficace s'impose et doit primer sur les mécanismes de crise complexes et qui ne sont même pas forcément applicables en cas de crise.

Les autorités doivent veiller à ce que les banques disposent de réserves suffisantes en liquidités et en fonds propres pour pouvoir éponger elles-mêmes leurs pertes. Il faut qu'elles fixent des limites aux risques susceptibles d'être pris. L'heure est venue de mettre fin aux bonus salariaux poussant à prendre des risques inconsidérés. Et seules les personnes possédant les qualifications nécessaires devraient pouvoir diriger une banque. La FINMA posséderait au fond déjà les compétences requises pour cela.

Les événements liés à CS devront faire l'objet d'une analyse approfondie. Il faudra examiner dans quelle mesure le Département fédéral des finances (DFF), la Banque nationale et la FINMA ont assumé leurs missions ou manqué à leurs devoirs. Il faudra également faire toute la lumière sur leurs liens avec la place financière.

La Confédération a accordé à UBS une garantie de 9 milliards de francs. Soit l'équivalent de 1000 francs par habitant de Suisse – parce que les autorités n'ont pas assez serré la vis à CS et aux grandes banques. La conseillère fédérale Karin Keller-Sutter devra expliquer à la population

qu'on soutient UBS et CS alors que des économies sont à l'ordre du jour dans les rentes AVS, que la Confédération revoit à la baisse les rentes du 2^e pilier et que les primes des caisses-maladie ne cessent de renchérir. La plupart des cantons ont réduit leurs taux d'impôts sur les sociétés. Les grandes banques et leurs managers en ont profité. Il faut que cela change. La Suisse doit mener une politique en matière de pouvoir d'achat et de dépenses qui soit axée sur les travailleuses et travailleurs qui accomplissent leur travail et qui permettent à ce pays de fonctionner.